

Genève 1830. Restauration de l'école [Gabriel Mützenberg]

Autor(en): **Vuilleumier, Marc**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **26 (1976)**

Heft 4

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«preuves», sur lesquelles reposent les affirmations de Monod. Après un patient effort de recherches dans les archives vaudoises et fédérales, plus spécialement dans les dépôts privés de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne, ils offrent à leurs lecteurs la possibilité d'apprécier la documentation du mémorialiste. Par la publication en annexes de tous les inédits, ils donnent la faculté de juger de l'utilisation. Par ailleurs, une table générale des annexes, ordonnées chronologiquement, facilite la consultation séparée de celles-ci. L'appareil critique se signale encore par l'originalité des index. Afin d'éviter la multiplication des notes – problème complexe vu le fait qu'il s'agissait de distinguer celles de l'auteur et celles des éditeurs –, on a judicieusement donné l'identification des personnages dans l'index même et ajouté aux principaux d'entre eux un complément bibliographique correspondant à leur action dans les circonstances décrites. On nous permettra un seul regret à cet égard, c'est d'avoir mélangé, dans le même index des personnes, les noms des auteurs et ceux des personnages cités. Cette publication n'en reste pas moins un modèle du genre par sa commodité et sa rigueur.

Peseux

André Bandelier

GABRIEL MÜTZENBERG, *Genève 1830. Restauration de l'école*. Lausanne, Editions du Grand-Pont, 1974. Gd. in-8°, 679 p., ill.

Un volume doré sur tranches, relié en simili cuir rouge, abondamment illustré, tel est l'aspect, bien inhabituel, sous lequel se présente cette thèse de la Faculté des Sciences économiques et sociales de Genève, dont le titre était : «Education et instruction à Genève autour de 1830». Et, puisque nous en sommes aux apparences extérieures, soulignons sans plus tarder la qualité de l'illustration : l'auteur ne s'est pas contenté de l'imagerie traditionnelle ; il a su trouver des documents iconographiques originaux et significatifs. Reproductions de pièces d'archives, gravures d'époque, dessins et caricatures, tous sont intelligemment commentés. Un exemple dont devraient bien s'inspirer les éditeurs et les signataires de tant d'ouvrages historiques luxueux.

Mais, venons en au contenu du volume. Les quelque 140 premières pages sont consacrées à la société genevoise aux alentours de 1830. Cette étude s'avérait indispensable pour une compréhension des problèmes plus particulièrement scolaires, et on ne saurait reprocher à l'auteur ni de l'avoir entreprise, ni de lui avoir donné cette ampleur, d'autant plus que, sur cette période, l'historiographie ne s'est guère renouvelée durant ces dernières années, comme en témoigne une histoire de Genève récemment parue. Néanmoins, cette partie nous semble peut-être la plus contestable de la thèse : en effet, elle présente un caractère beaucoup trop morcelé et disparate. Sur les sujets les plus divers, souvent sans rapports directs avec l'école, l'auteur se laisse aller à ébaucher de véritables petites monographies, fondées sur une documentation de première main. Malheureusement, elles sont souvent incomplètes (ce qu'on ne saurait lui reprocher car il ne pouvait tout

faire) et les grandes lignes n'en sont pas dégagées. N'aurait-il pas mieux valu, sur ces différents points, présenter succinctement l'état actuel de la question, et cela dans la mesure seulement où ces notions sur la vie économique et politique de Genève interviendront dans l'étude de ce qui constitue le sujet de la thèse : l'éducation et l'instruction. Pour nous borner à ces deux exemples, il était nécessaire d'avoir un tableau général de la presse genevoise, qui a longuement débattu des problèmes de l'école, mais il était superflu de refaire l'histoire du *Journal de Genève* ou de retracer la carrière mouvementée du journaliste Elisée Lecomte. Il était intéressant de relever, pour ces années 1830, la naissance d'un premier mouvement ouvrier, même si celui-ci, exclusivement professionnel, ne s'est nullement préoccupé des problèmes éducatifs à ce moment-là; mais, se lancer, comme l'a fait l'auteur, dans une étude détaillée des différentes grèves et dans l'histoire des premières associations syndicales n'apporte rien à l'ouvrage. Enfin, ces différents éléments de la Genève de 1830 sont en quelque sorte juxtaposés; ils ne forment pas un tout organique et l'on distingue mal les liens qui les unissent. Il ne s'en dégage pas un récit suivi et cohérent de l'évolution économique, sociale et politique. De ce fait, cette partie présente un caractère descriptif, anecdotique presque; c'est un tableau, mais un tableau dont on pourrait à volonté retirer nombre d'éléments, car ils ne sont pas imbriqués les uns dans les autres. Et cette peinture, qui, souvent, n'est pas dénuée de talent, laisse parfois deviner les traits d'un dessin plus ancien, plus traditionnel; car, malgré l'étendue de sa documentation, l'auteur demeure encore tributaire de l'historiographie antérieure, essentiellement conservatrice, qui se complaisait dans l'hagiographie et cultivait généreusement les mythes. Qu'il suffise de rappeler celui des «vingt-cinq années de bonheur». Bonheur pour qui? – C'est là la question, et il faut savoir gré à l'auteur de l'avoir soulevée au passage.

Mais ailleurs, il se montre moins critique; il accepte trop souvent les jugements de l'époque actuelle ou des contemporains sans les discuter, sans les replacer dans leur contexte et les interpréter sociologiquement.

Ces défauts de la première partie se retrouvent d'ailleurs, sous une forme atténuée, dans le reste de l'ouvrage. Là aussi, on se perd souvent dans une foule de faits dispersés, de précisions peut-être intéressantes en elles-mêmes mais peu significatives. Et il est des généralités sur l'humanisme, la Réforme, le XVIII^e siècle... qui auraient gagné à être élaguées. L'absence d'unité organique conduit souvent l'auteur à adopter une construction logique arbitraire où les redites sont nombreuses. Examine-t-il les travaux d'une commission, au lieu d'en tirer les grandes lignes et de définir les positions qui s'y sont dessinées, il se livre à un résumé consciencieux du procès-verbal où le lecteur risque de perdre pied. Sans parler de la galerie de portraits qu'il lui a fait parcourir auparavant pour lui présenter les protagonistes. Des tableaux et des chiffres, précieux, gagneraient souvent à être munis de brèves indications rappelant à quoi ils correspondent. Que

représentent, par exemple, les écolages par rapport aux revenus moyens, aux frais d'apprentissage (p. 181)?

Ces défauts sont d'autant plus regrettables qu'ils risquent de décourager le lecteur alors que, par l'étendue de son information et son caractère, l'ouvrage mérite que l'on passe par-dessus ces obstacles. En effet, il ne s'agit nullement d'une de ces thèses dont le sujet a été choisi un peu au hasard; elle est née de la réflexion d'un enseignant sur son métier et son engagement: «Aboutissement d'une réflexion de plus de trente ans, son histoire [...] se confond avec celle de son auteur. Enseignant au niveau primaire d'abord, puis au secondaire, je me suis trouvé dès le début de ma carrière pris à partie et comme écartelé entre les exigences d'un absolu, ma foi, et les impératifs d'une école laïque. Je n'étais alors pas loin de penser qu'une école chrétienne militante constitue la solution la meilleure pour la formation d'une jeunesse consciente de sa destinée et responsable.» C'est cette interrogation qui a poussé l'auteur à étudier «comment, au cours de la première moitié du XIX^e siècle, l'école genevoise avait incliné au laïcisme», lequel, reconnaît-il aujourd'hui, était la seule solution pour une population confessionnellement divisée, même si cet «élément nécessaire mais négatif» lui paraît devoir être revivifié par un «idéal élevé» (pp. 7 et 604). Oeuvre véritable, ce livre est donc né d'une conviction profonde, décelable au frémissement contenu qui en anime les meilleures pages.

Ces pages, on les trouvera dans la partie principale du livre, consacrée à l'instruction proprement dite. L'Université, ou plus exactement l'Académie, en a volontairement été retranchée, ses problèmes étant, pour une large part, d'ordre différent. C'est le Collège qui ouvre la marche. On sait la véritable mythologie suscitée par cette vénérable institution, complaisamment encensée par des générations d'écrivains locaux; Mützenberg en est demeuré quelque peu tributaire et a parfois tendance à considérer le «Collège» comme une entité traversant les âges, de la Réforme à nos jours. Néanmoins ses précisions sur le personnel enseignant, sa composition, sa rétribution, les élèves nous donnent, pour la première fois, une vue un peu plus exacte que l'imagerie traditionnelle. Relevons au passage la conception toute aristocratique et paternaliste que le Conseil d'Etat se faisait alors de la retraite des professeurs: elle ne devait pas être un droit, mais une faveur accordée par le gouvernement. L'auteur examine les usages suivis lors des nominations, mais ne parvient pas à dégager les critères réels qui déterminaient le recrutement des professeurs. Les quelques conclusions statistiques portant sur l'ensemble du corps enseignant paraissent un peu légères face à la galerie de portraits, fort bien venus d'ailleurs, qu'en a tirée l'auteur; mais il faut reconnaître, sur ce point, que les données étaient bien difficiles à réunir. De même, on aurait souhaité que le problème de l'origine sociale des collégiens et de leur sélection en cours d'étude soit mieux posé, sinon résolu.

Par rapport à ce Collège, celui de Carouge, fondé en 1786, paraît beau-

coup plus novateur et progressiste, bien qu'il dépende des mêmes autorités. C'est peut-être, suggère l'auteur, qu'il n'était pas soumis, lui, à une tradition paralysante.

Le Collège de Calvin n'a guère évolué depuis le siècle précédent; il prépare des magistrats et des pasteurs, forme les rejetons du patriciat local, mais ne répond nullement aux attentes de la classe industrielle; aussi, les effectifs de ses degrés supérieurs déclinent-ils au bénéfice des établissements privés qui tentent de profiter de son inadaptation aux besoins de la société. Beaucoup de ces écoles, complétées par une foule de cours particuliers, donnent un enseignement moderne, de type «real», analogue à celui qui commence à se développer dans le reste de la Suisse et en Allemagne. Avec une dizaine de grands instituts, des dizaines de classes privées et quelques pensionnats de jeunes filles, cet enseignement répond aux besoins les plus divers. Il était presque entièrement ignoré jusqu'à présent, et c'est l'un des mérites de l'ouvrage d'en dresser un tableau si complet, malgré le peu de sources disponibles (d'où la place un peu disproportionnée faite aux instituts de Naville et de Toepffer sur lesquels la documentation est plus abondante).

Cette inadaptation de l'enseignement officiel suscite des initiatives; dès 1777, la Société des Arts propose la création d'une école de mécanique et de chimie ainsi que de dessin; en 1824, elle ouvre l'Ecole d'horlogerie, plus tard prise en charge par l'Etat. En 1828, Etienne Dumont dresse le plan d'un véritable centre d'apprentissage où chaque enfant pourrait acquérir deux métiers différents, après un choix déterminé par ses seuls goûts et aptitudes et non plus par les exigences financières des patrons formant les apprentis. La dynamique Société des Arts prend encore d'autres initiatives qui, toutes, vont dans le même sens et incitent enfin la classe politique à envisager une réforme générale. Mais, cette loi de 1836 ne sera qu'un compromis; elle créera, au sein du Collège, un cycle court de préparation à l'apprentissage et aux écoles techniques et le cycle long traditionnel menant à l'Académie. Outre sa timidité, qui traduit bien la crainte tenace du changement qui paralyse les hommes alors au pouvoir, ce qui caractérise cette loi c'est ce que Mützenberg nomme son centralisme et son laïcisme. Centralisme en ce sens que, selon une tendance bien connue de la Restauration et du monde moderne qui allait lui succéder, l'Etat renforce son influence sur la politique scolaire, qu'il utilise pour rétablir son autorité ébranlée. Mais, à Genève, un Conseil de l'Instruction publique, placé entre le Conseil d'Etat et les directions d'école, sert d'écran et, en fait, défend les intérêts de ce que l'on nomme la «coterie académique». Là aussi, la réforme s'est arrêtée à mi-chemin et il faudra la révolution radicale de 1846 pour l'achever. Laïcisme enfin en ce sens que l'enseignement est nettement séparé de celui de la religion et qu'il est désormais conçu pour une population bi-confessionnelle. Beaucoup ont peine à admettre cette idée, tel L. F. Bungener qui pense que le vrai Genevois ne peut qu'être protestant et voudrait, pour cela, conserver l'ancien Collège et en éliminer les

élèves d'origine catholique, afin de ne pas le transformer en «une pépinière de ce bon peuple genevois, ni protestant ni catholique, qu'on s'ingénie à créer». Car, en fait, c'est bien de cela qu'il s'agit: intégrer au nouvel Etat, issu de la Restauration, des populations de mentalités et de traditions totalement différentes, les fondre en un seul peuple lié par un nouveau type de consensus social.

Ce problème, deux autres protestants l'avaient fort bien vu: F. et E. Naville, avec leur conception d'une école patriote, chrétienne et œcuménique. François Naville expliquait qu'on ne pouvait développer le nouvel esprit national par l'exaltation des hauts faits de la Rome protestante sans susciter l'hostilité de la nouvelle population catholique; aussi préconisait-il de recourir, pour créer ce nouveau patriotisme, à l'histoire de la Suisse primitive, brisant ainsi avec le cantonalisme aussi bien qu'avec la tradition: «La connaissance de la Suisse, d'un héroïsme, qu'il ne voit pas que militaire, il la veut étendre dans les classes supérieures du Collège par des leçons de géographie physique, pittoresque et historico-morale qui servent de prélude à un véritable cours d'histoire» (p. 344). On peut regretter que cette question, si importante, n'ait pas été l'objet de plus larges développements.

Mais, plus encore que sur le Collège, c'est sur l'enseignement primaire que cet ouvrage nous apporte peut-être le plus de nouveautés. Là les problèmes posés par l'intégration des populations catholiques sont encore plus difficiles. Ecoles confessionnelles sous la direction du pasteur ou du curé, très retardataires dans les nouvelles communes catholiques mais plus développées dans l'ancien territoire protestant, ces établissements se heurtent à de nombreux obstacles. Des écoles privées, tenues par des congrégations religieuses, des institutions protestantes évangéliques ou par des particuliers, épaulent les établissements publics, souvent fort déficients. Relevons à ce propos l'intérêt des pages consacrées aux écoles mutuelles, de type lancastérien, au sujet desquelles se développa toute une polémique. Le système d'écolage, les maîtres et leur recrutement, les difficultés avec l'Etat et les communes, tout cela fait l'objet d'analyses approfondies, qui ne sont limitées que par les lacunes des sources. L'étude des méthodes pédagogiques, elle aussi, ne manque pas d'intérêt; bien que l'auteur nous avertisse qu'il n'a pas procédé à une analyse systématique de l'ensemble des manuels scolaires, d'ailleurs peu répandus dans les petites classes à cette époque, il a réussi, malgré les difficultés de la documentation, à dresser un remarquable tableau de la pédagogie d'alors. En ville, dans les écoles lancastériennes, on adopte, sous l'influence du Père Girard, un système mixte, qui fait une large part à l'éducation spirituelle de l'enfant, conduite d'une façon non confessionnelle, acceptable par les catholiques et par les protestants.

La nouvelle loi de 1835 confiera la direction des écoles primaires à une commission composée de membres du gouvernement, de notables et d'ecclésiastiques des deux confessions, assistée de comités d'inspection et de com-

missions locales; elle réglera la participation de l'Etat et des communes aux dépenses. Oeuvre de compromis, elle suscitera quelques réserves mais sera généralement assez bien accueillie.

Les problèmes sont nombreux, en ces années 1830. D'abord cette école primaire qui ne deviendra gratuite qu'en 1848 et obligatoire qu'en 1872 est loin de scolariser la totalité des enfants, surtout à la campagne; en 1843 encore, quelque 20% d'entre eux échappe à tout enseignement régulier. Néanmoins, malgré ces lacunes, les résultats sont patents: c'est un recul spectaculaire de l'analphabétisme.

Enfin, les oppositions confessionnelles éclatent, ici ou là, en véritables querelles scolaires. Ainsi, la conception de l'enseignement dans les écoles lancastériennes de la ville suscite l'hostilité des catholiques; d'autre part, les notables romains sont moins nombreux et moins disponibles que les protestants; aussi ont-ils tendance à être sous-représentés dans les organismes directeurs de l'enseignement. Cela est dû à la composition sociale respective du catholicisme et du protestantisme genevois, que Mützenberg a fort bien vue mais à laquelle il n'a peut-être pas toujours accordé l'importance qu'elle mérite. Cela l'amène sans doute, ici ou là, à ne pas bien saisir la position des catholiques et à adopter trop facilement le jugement traditionnel des protestants. Non qu'il se soit montré injuste à l'égard de Vuarin, comme on le lui a reproché; il est bien certain que ce curé de choc à l'esprit autoritaire et dominateur était à l'affût de toutes les occasions de querelles. Mais parce qu'il a sous-estimé l'effet provocateur que pouvaient comporter certaines mesures ou attitudes protestantes; ainsi, pour ne prendre que cet exemple un peu tardif, la fameuse Union protestante de 1842, qui demandait à ses membres de ne pas employer de personnel catholique, allait avoir des répercussions immenses sur une population d'un statut social inférieur, qui se voyait exclue d'une partie importante du marché du travail; les effets réels furent peut-être négligeables: les répercussions psychologiques, elles, furent immenses, surtout en période de crise économique.

La dernière partie de l'ouvrage, peut-être la mieux venue, est consacrée à l'enfance inadaptée et malheureuse, sur laquelle, jusqu'à présent, on ne savait à peu près rien. A partir de nombreux cas typiques, l'auteur, avec une grande sensibilité, nous fait toucher du doigt la situation tragique de ces enfants, victimes d'une société impitoyable envers les faibles et les pauvres. Certes, il existe des institutions, mais l'Hôpital général est paralysé par une certaine parcimonie et les enfants placés à la campagne sont souvent exploités sans vergogne par leurs patrons, malgré la surveillance des autorités. Là aussi, des initiatives privées complètent les institutions officielles; la plus réussie, grâce à la personnalité de l'instituteur qui l'anima pendant trente ans, fut l'Ecole rurale de Carra, qui s'inspira du Hofwyl de Fellenberg. Due à l'initiative de quelques patriciens, elle est significative d'une conception sociale fort répandue à l'époque qui cherchait à atténuer

la guerre sourde des pauvres contre les riches par un paternalisme éclairé; comme le dit excellemment l'auteur en parlant de ces patriciens: «Ils ne parlent pas aux pauvres à hauteur d'homme. Mais ils savent être bons» (p. 543). S'agit-il des filles placées à l'asile d'enfance de Plainpalais: «on met une extrême importance à graver en elles des idées de simplicité et d'humilité conformes à leur position» (p. 548).

Comment s'étonner si nombre d'enfants de l'Hôpital ou des autres institutions ne tardent pas à tomber dans la délinquance, dont, à partir de nombreux exemples individuels, l'auteur nous indique les cheminements classiques. Non sans relever toutefois, comme le fait déjà Fatio en 1842, que cette délinquance n'est pas purement négative, car elle dénote également un certain désir d'émancipation des pupilles. Allant plus loin, on pourrait se demander si elle ne constitue pas une manière de protestation, de manifestation de l'individualité et de son caractère. La révolte dont elle est la conséquence pourrait même, dans le cas où elle n'entraînerait pas de suites pénales trop graves, favoriser l'émancipation et la réussite de l'individu.

Naturellement, les contemporains se sont longuement interrogés sur les causes de la délinquance juvénile et adulte; leurs réponses qui apparaissent au fil de ces pages sont fort significatives de leurs conceptions sociales. La délinquance n'est pas seulement intéressante en elle-même, elle l'est surtout comme révélateur d'une société, des rapports entre ses membres, de leurs attitudes et de leurs mentalités.

Soulignons, pour terminer, que ces lignes ne donnent qu'un aperçu du contenu de ce gros et riche ouvrage dont la consultation s'avérera nécessaire à tous ceux qui s'intéressent à la Genève de la première moitié du XIX^e, sans parler des historiens de l'enseignement.

Genève

Marc Vuilleumier

ANNETTA GATTIKER, *L'affaire Conradi*. Bern, Frankfurt, Lang, 1975. In-8°, 323 p., ill. (Serie II Rechtswissenschaft Bd. 133.)

Als rechtshistorische Doktorarbeit verfasst, doch im Ergebnis vor allem ein Beitrag zur Geschichte der internationalen Beziehungen in den Jahren nach dem Frieden von Versailles, gibt die von A. Gattiker vorgelegte Darstellung der Affäre Conradi neue Aufschlüsse über die Hintergründe des Attentates auf den sowjetrussischen Gesandten Worowsky vom Mai 1923 sowie über den Verlauf des in Lausanne, am Ort der Tat, durchgeführten Prozesses. Hat sich in der Zeit selbst die These durchsetzen können, es habe sich um einen individuellen Racheakt des vom Schicksal schwer geprüften Russlandschweizers Moritz Conradi gehandelt, so muss man heute erkennen, dass Conradi bloss Werkzeug von Dunkelmännern war, die im Dienste der weissrussischen Geheimorganisation «Union Générale des Combattants Russes» standen und unter der Tarnadresse des für Repatriierungsaufgaben noch ge-